



LE DOUANIER BOURGUIGNON



Les droits syndicaux ne s'usent que si l'on ne s'en sert pas



N° 2010 / 01

KIKADIKOI ?

1 Le communisme, c'est une des seules maladies rares qu'on n'a pas expérimentées d'abord sur les animaux.

2 Françaises, Français, cette année, c'était très bien. Le pays va mieux que l'année prochaine.

3 Pourquoi des mecs élus pour faire ce qu'on veut, au lendemain des élections, font ce qu'ils veulent.

4 Les hommes politiques, on devrait les faire souffler dans le ballon pour savoir s'ils ont le droit de conduire la France au désastre.

5 Il y a deux sortes de justice : vous avez l'avocat qui connaît les lois, et l'avocat qui connaît les juges.

COLUCHE (1,2,3,4,5)

Sommaire

P 1 : Edito
P 2 : La Sécu : les chiffres
P 3 : Vœux pieux 2010
P 4 : Pas CAP'
P 5 : Les nantis
 : Le service au rapport
P 6 : Deci de-là
P 7 : Les sévices du public
P 8 : Assemblée générale
P 9 : Agenda
 Bulletin d'adhésion

EDITO

2009 fut une année difficile, crise financière oblige ... Si cette crise a touché une grande partie des français, il n'en est pas de même pour les plus fortunés d'entre nous !

2010 sera du même tonneau voire pire hélas, de nouvelles attaques contre nos acquis, nos droits et notre pouvoir d'achat sont à prévoir.

Nous ne devons pas loupier le grand rendez-vous des retraites. En effet le gouvernement, le patronat et les partenaires sociaux doivent se réunir afin de discuter de l'avenir de nos retraites ... **attention danger !!!**

Notre pouvoir d'achat risque une nouvelle fois d'être mis à mal.

Sous prétexte d'un trou de la sécurité sociale voulu par l'État et le patronat, le forfait hospitalier est passé de 16 à 18 euros depuis le 1er janvier. Déremboursement des médicaments et autres actes médicaux entraîneront tout naturellement une hausse des cotisations des mutuelles.

De même, les médias prévoient une hausse des assurances à hauteur de 5%.

Le gouvernement a annoncé la suppression de la taxe professionnelle pour 2010 ; Or celle-ci représente 50% des recettes des collectivités locales. Comment compenser cette perte ? Par une augmentation de la taxe d'habitation ? De la taxe foncière ? ...

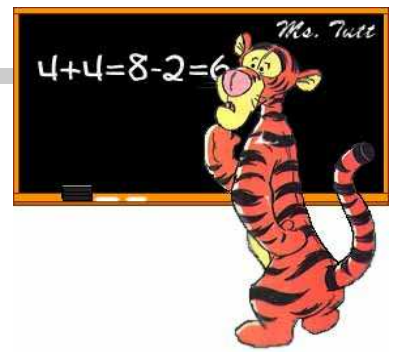
N'oublions pas non plus les augmentations annuelles de prix du gaz, de l'électricité, de l'eau, de la taxe des ordures ménagères, du carburant...

Par contre les salaires eux ... !

Pour les douaniers bourguignons des changements sont à venir : fermetures de bureaux (après Le Creusot, Paray le Monial et autres recettes locales), changement de statut pour les bureaux d'Auxerre et de Nevers, inquiétude quant au maintien de la BSI de Chalon Ces restructurations interviendront alors que la majeure partie de nos collègues touchés par la réforme du dédouanement en 2009, n'ont pas été mutés ou détachés selon leurs choix ! Nos effectifs douaniers risquent d'être fortement touchés par ces ajustements et ces adaptations locales (CAP 2012).

En 2010 nous nous devons d'être plus forts et plus réactifs. Battons-nous tous ensemble pour la défense de nos acquis et pour de nouvelles conquêtes sociales.

La Section du SNAD CGT de Bourgogne vous adresse ses vœux les meilleurs pour cette nouvelle année 2010.



LA SECU : LES CHIFFRES QUI TUENT

Depuis de nombreuses années, les gouvernements successifs nous baratinent avec le trop fameux trou de la Sécu. Et, bien entendu, les gouvernants connaissent depuis toujours les coupables : « les assurés » !

Pour mettre un terme au déficit il n'y a donc pas 36 solutions il faut faire payer les coupables :

Et c'est ainsi que :

- Pour une consultation chez notre médecin traitant nous devons verser un euro à la Sécu.
- De nombreux médicaments ne sont plus ou sont moins remboursés.
- Avant toute consultation chez un spécialiste, nous sommes obligés de passer chez notre médecin référencé.
- Le forfait hospitalier est passé de 16 à 18 euros.
- Les arrêts maladie sont encadrés ...

La Sécu n'y arrive plus : 11 milliards de déficit !

Du coup, les Mutuelles doivent prendre le relais, d'où une augmentation annoncée des cotisations de 5% dès janvier 2010.

Peut-être comme le souhaite le patronat, faudrait-il supprimer la Sécu et imposer l'assurance individuelle ??? Ainsi, seuls les plus fortunés pourront se soigner....

Et pourtant, les solutions existent.

Aujourd'hui, la Sécu devrait être bénéficiaire ... si seulement certaines taxes destinées aux caisses de la Sécurité Sociale avaient été reversées :

- Une partie des taxes sur le tabac, soit 7,6 milliards*
- Les taxes sur les alcools, soit 3,5 milliards*
- La taxe sur les primes d'assurance auto, soit 1,6 milliards*
- Les taxes sur les industries polluantes, soit 1,2 milliards*
- La TVA non reversée, soit 2 milliards*
- Le retard de paiement sur les contrats aidés, soit 2,1 milliards*
- Le retard de paiement des entreprises, soit 1,9 milliards*

Toutes ces rentrées d'argent auraient dû rapporter 20 milliards d'euros à la Sécu qui, de ce fait, devrait donc être bénéficiaire de 9 milliards.

Ca sent l'arnaque à plein nez, non ?

La santé n'a pas de prix, elle a un coût.

** Ces chiffres proviennent du rapport des comptes de la Sécurité Sociale.*



VŒUX PIEUX 2010 POUR LES SERVICES



Des locaux pour la BSI de Dijon ?

Depuis des années, notre organisation syndicale dénonce les conditions de travail de nos collègues de la brigade de surveillance de Dijon. Paradoxalement, la BSI dont la qualité du travail est reconnue, est la plus mal lotie de Bourgogne. Disposant de l'effectif surveillance le plus important de notre région elle est pourtant logée dans un taudis : locaux exigus et défraîchis, sanitaires insalubres....

En 2009, tout a été dit, tout a été fait : pétition des agents, intervention du Chef d'Unité auprès de sa hiérarchie et de la CGT auprès des Directeurs.

Des solutions de relogement ont été envisagées à Dallas, les plans étaient prêts les agents avaient été consultés ... Hélas ! On a dû faire machine arrière pour cause de projet irréalisable et de problèmes financiers !

Nouvelle proposition, les locaux seront refaits à neuf. Mais encore une fois le projet achoppe pour des raisons de gros sous !

Fin 2009 la brigade est rafraîchie, les peintures sont refaites.

Pour 2010 une nouvelle piste sera explorée. Des locaux (???) auraient été trouvés à Longvic entre le canal et la ferraille! Pour être heureux vivons cachés!

Nous souhaitons à nos collègues bon courage et des locaux dignes de ce nom pour 2010. Nous exigeons qu'en cas d'emménagement, le CHS soit associé au projet. La visite de l'Inspecteur Hygiène Sécurité et du Médecin de Prévention est impérative.

Mâcon

La réorganisation des services s'effectue, comme d'habitude, sans concertation.

La réforme OP/CO étant passée par là, les opérations de dédouanement ne font plus partie de la charge de travail du Bureau CI/FISCALITE de MACON.

Mais ... nos collègues effectuent toujours ces opérations de dédouanement.

Maintenir un bureau CIFOD, comme l'ont défendu les agents et la CGT, n'aurait pas été une hérésie. Même le DG avait laissé cette possibilité. Mais hélas un Directeur, parti entre temps chez nos amis les ch'tis, en a décidé autrement !

La réorganisation des services est imminente, le bureau ci/fiscalité, la viti et la division seront regroupés sur le site de l'ex -bureau des douanes

Interpellé sur le sujet par la CGT, Le DR nous a répondu : « Je vous confirme que j'ai donné des instructions à Mme MATHIEU ainsi qu'à M. GIONTA afin que la réorganisation des services soit réalisée en concertation avec les agents du bureau et du centre viticulture.

... Enfin, je vous informe que je ne vois aucun inconvénient pour que le compte-rendu de visite de l'Inspecteur Hygiène et Sécurité soit porté à la connaissance des personnels en poste à la résidence. Une copie leur sera prochainement délivrée ».

L'urgence est de rouvrir le bureau au dédouanement !

Nevers

A l'occasion d'une tournée syndicale en 2009, nos collègues nous ont alerté sur la difficulté de fonctionner dans les meilleures conditions. En effet, depuis la réforme du dédouanement, les effectifs ont fondu comme neige au soleil.

.../...

.../...

Concrètement, il est compliqué de faire tourner le service dès qu'un agent est en congé ou en formation professionnelle.

Nous demandons l'implantation le plus rapidement possible de deux emplois à Nevers.

Auxerre BSI

Depuis le départ d'une collègue en stage de maître chien à la Rochelle et sa mutation au Havre, la brigade d'Auxerre fonctionne avec un effectif de 14 agents au lieu de 15.

Cette situation perdure depuis huit mois. Les agents ayant demandé la résidence en mutation attendent vainement. Motif invoqué : «On attend qu'un agent du bureau en surnombre fasse sa demande de changement de branche». Or, à ce jour, aucun collègue du bureau d'Auxerre ne semble intéressé par ce poste disponible.

Nous exigeons, pour le bien du service, que l'emploi vacant soit pourvu dès 2010.

Paray le Monial

Le bureau de Paray fermera définitivement ses portes au début de 2010 contre l'avis des agents et de la CGT. A ce jour, les deux agents parodiens ne savent toujours pas de quoi sera fait leur avenir. Pas de mutation ou de détachement en vue !

Il est urgent pour l'équilibre et la santé de nos collègues que l'Administration à l'origine de la fermeture de Paray, les mute ou les détache selon leur souhait.



PAS CAP'

« On » nous a invité à participer à une grand messe CAP 2012. Au cours de cette messe concélébrée, les curés occasionnels nous ont expliqué ce qui, en 2012, devait subsister au sein de cette congrégation qu'est notre Douane.

Comme d'habitude, l'Administration a plusieurs coups d'avance. Autrement dit, ce qui va se passer ensuite est déjà inscrit sur les cartes perforées du limonaire de service:

La définition de la mise en place de CHORUS et SIRHIUS (voir le Flash Info 09/2009 à ce sujet) est déjà une préfiguration de la suppression des services gestionnaires des DR et DI.

Quand cette opération de regroupement sera effectuée, on pourra supprimer les agents à l'intérieur de ces structures. Et puis ... On pourra même supprimer ...les structures.

Le recouvrement de la taxe poids lourds (voir Flash Info 08/2009) lui aussi est explicite : . c'est une société privée chargée de l'assiette et de la perception. Notre Administration surveillera uniquement le travail de cette société. Ne parle-t-on pas de la Douane comme étant une administration régalienne ?

On comprend mieux pourquoi le mot « Douanes » a déjà perdu son S final. Peut être est -il déjà prévu qu'il reste un seul et unique Douanier ... le DG.

A cette occasion, on aura peut être droit à une bénédiction URBI et ORBI.

LES NANTIS



Nicolas et ses vassaux se gaussent : 100 000 fonctionnaires de moins en trois ans.

Cela n'empêche pas les déficits publics d'exploser. On peut douter de la pertinence de cette politique et de la corrélation déficits publics / nombre de fonctionnaires.

Mais quel type de fonctionnaires disparaît ?

Après son élection, Nicolas avait déclaré : « je m'occuperai des français d'en bas ».

Effectivement, il s'est occupé des fonctionnaires d'en bas. Et de quelle manière magistrale !!! Le nombre de cadres supérieurs et de (très ?) hauts fonctionnaires stagne ou augmente (suivant les administrations). En compensation, le nombre de fonctionnaires au contact des usagers ne cesse de réduire.

Telle l'armée mexicaine de la seconde moitié du XIXème siècle, les administrations centrales, toujours aussi pléthoriques en grands valets de l'Etat, n'auront bientôt plus sous leur coupe qu'une base taillable et corvéable à merci réduite à la portion congrue.

Toute ressemblance avec une administration que nous connaissons bien serait purement fortuite.

LE SERVICE AU RAPPORT

Pour les unités de surveillance, le rapport de service est géré par « Mathieu ». Outre le fait que ce logiciel permette de décompter les heures de jour, de nuit et de dimanche effectuées par chaque agent, il sert aussi à l'établissement des rapports de service.

Suite aux diverses réunions de "management", il apparaît difficile pour les CSS (Chef de Service de la Surveillance) d'évaluer le travail sur le terrain des unités de surveillance car les indicateurs de performances ont montré leurs limites et certains rapports semblent être trop succincts.

Et c'est à ce moment là que l'agent de base est stupide.

Extrait du plan d'action de ces réunions « Il est difficile pour un agent de comprendre que même s'il ne s'est rien passé de particulier, que si le service a été exécuté conforme à l'ordre, la douane est entrée dans une ère où il faut prouver que l'on a travaillé, ce qui est une révolution culturelle d'autant plus difficile à faire intégrer que les agents sont tous motivés et investis. » sic.

En réalité, il s'agit de produire un tas de statistiques à partir de ces rapports informatisés comme par exemple le temps passé à rechercher les stup ou la contrefaçon par rapport aux résultats obtenus. On essaie de quantifier quelque chose qui, par essence, reste non quantifiable.

Sûrement pour justifier les places de quelques-uns qui n'ont jamais vu la route ...

DECI DE-LA ... LA VIE DES SERVICES CAHIN CAHA

Mais que se passe-t-il donc ? Une réforme ? Certes ! une adaptation de la réforme ? Inévitable !...

Au cas présent on croirait marcher sur la tête. En effet, T O U S les bureaux de la Direction sont ou vont être touchés. C'est bien beau de vouloir diminuer le nombre de personnels sous prétexte d'économies, mais quand la charge de travail reste la même ou augmente, comment les agents peuvent-ils réagir à moins de bénéficier d'un nouveau don ? Celui de pouvoir se dédoubler, à moins qu'ils n'acceptent de travailler 24 h sur 24...Après tout, au point où on en est dans la « régression »...

Le bureau A2R de Nevers croule sous le nombre de dossiers de retraites à traiter mais au lieu d'y muter des agents qui sont demandeurs, l'administration préfère y affecter des agents « Paris Spé ». Nous n'avons rien contre l'existence de ces personnels mais n'oublions pas que leur mission première est de pallier à certaines vacances temporaires de postes et que ces remplacements doivent être de courte durée. Dans certains bureaux on en est même à rappeler des collègues en retraite, voire faire appel à des intérimaires ! Choquant quand même !

Le bureau de Dijon CRD, qui est « bureau principal », récupère une charge de travail non négligeable. Il doit aussi fonctionner avec des effectifs à la baisse et à coup de renforts de « Paris Spé ». Le poste d'adjoint occupé depuis quelques mois par une « Paris Spé » vient enfin d'être affecté à un agent qui en avait fait la demande. Le service de la taxe à l'essieu quant à lui continue de fonctionner avec un « Paris Spé » qui tente d'absorber le surcroît de charge de travail. Le service des tabacs ne tourne qu'à 2 agents (dont un à temps partiel) suite à la longue maladie d'un de nos collègues. Le service de la visite, fortement mobilisé, est sans cesse fragilisé par la participation des agents à de nombreux stages obligatoires, à des concours, etc...

A la RL de Beaune, suite aux fermetures des autres RL, aurait-on mal évalué la charge de travail ? Nos collègues s'effondrent sous le travail. Les retards s'accumulent. Les agents ne peuvent plus assurer leur mission de service public. Cela fait quand même beaucoup et on ne saurait mieux s'y prendre pour fermer un bureau.

Les agents sont de plus en plus souvent confrontés à la « souffrance au travail ». Le syndrome « France Telecom » s'installe sournoisement dans notre administration. Arriverons-nous à d'aussi dramatiques extrémités ?

En ce qui concerne l'immeuble de Dallas, y aura-t-il déménagement ? Pas de déménagement ? Un local social ? Pas de local syndical ? Quoi qu'il en soit et malgré tout, vous êtes priés de rester motivés, compétents et disponibles ! Et enfin, pour couronner le tout, nous oserons à peine évoquer l'insalubrité totale de l'immeuble abritant la BSI. BSI à qui l'on vient de refaire les peintures mais pour faire « passer quelle pilule » ? Qu'en est il des recherches pour les reloger décemment.



PAN SUR LE BEC

Suite à l'article « l'auto de Toto » paru dans notre précédent Douanier Bourguignon, notre syndicat s'est excusé par courrier auprès des principaux intéressés.

LES SEVICES DU PUBLIC

On entend parler de la réduction par la SNCF des lignes TGV au nom de la rentabilité. Je ne vous parle pas donc des lignes régulières...

Tous les élus toutes tendances confondus montent au créneau pour crier au scandale. Ils oublient qu'ils avaient à l'époque facilité, initié, encouragé ou voté les modifications des statuts de la SNCF.

Le sujet est symptomatique de ce que nous avons dénoncé au moment de l'ouverture du capital de la SNCF et de la séparation entre l'exploitation des lignes (au nom de la concurrence Européenne, encore elle...) avec l'entretien du réseau Ferré.

On nous avait à l'époque traité de vieux coco et de rétrograde.

Or, aujourd'hui, la SNCF voit sa redevance, pour payer l'entretien des voies à Réseau Ferré de France, augmenter. Moralité elle cherche à faire des économies car les actionnaires veulent toujours leurs dividendes. Deux solutions : augmenter les tarifs ou diminuer les lignes. Rassurez vous, ils ont trouvé la solution à l'équation : Les deux solutions seront combinés (la 1ère est déjà mise en place).

Où est le service public ?

Alors qu'on vous parle de Taxe carbone et qu'on vous serine qu'il va falloir payer : « allons voyons un geste humanitaire pour sauver la planète », d'autres consommant davantage ne parle qu'en terme comptable.



Aussi nous restons convaincu de re-nationaliser le réseau ferré pour faire converger: exploitation -entretien des lignes de qualité (ce ne sont pas les « excités » de Tarnac qui détériorent le plus les lignes mais bien l'absence de maintenance)- cohérence d'une politique énergétique.

De même nous appelons à la nationalisation des banques ayant été aidés pour éviter qu'elles repartent dans des dérives mafieuses et leur imposer avec un droit de regard une saine gestion de **notre** argent.

Dans le même objet nous souhaitons un service postal encore d'Etat: Nous voulons le maintien du service public à la personne et nous ne voulons pas demain avoir des différences tarifaires où on payera une enveloppe en fonction de la distance à parcourir.

ASSEMBLEE GENERALE

L'Assemblée Générale est toujours un moment fort dans la vie d'une section.

A cette occasion, la Section de Bourgogne s'est rassemblée le vendredi 20 novembre 2009 à Beaune où plus de 35 personnes

(malgré plusieurs défections de dernières minutes dues à l'épidémie de grippe!) ont participé à nos débats. Après avoir fait le bilan de l'année écoulée, la section a préparé l'avenir et surtout échangé et débattu avec l'ensemble des syndiqués présents.

Bernard Clerc et Hervé Augris, respectivement secrétaire régionaux de Franche Comté et du Centre, avaient fait le déplacement pour l'occasion.



Après le bilan moral et le bilan financier du secrétaire régional et de la trésorière de la section, Patricia Lacaze a présenté les travaux menés lors des assises de la Surveillance en Bourgogne sur l'avenir de la branche dite active de la douane. Les interventions se sont enchaînées : rôle de la catégorie A, les spécialités motard et maître-chien, la bonification, l'IRTL... Concernant l'avenir de la BSI de Chalon notre section a proposé de rencontrer nos collègues chalonnais.

Ensuite, notre camarade du Centre, Françoise Raynaud, a fait un point sur la réforme du dédouanement et sur ses conséquences pour les agents et pour le fonctionnement des services.

A ce jour, de nombreux collègues attendent toujours une solution à leurs problèmes : pas ou peu de mutations ni de détachements intervenus en 2009. Certains, malgré le changement de statut du bureau, (Macon par exemple) continuent à effectuer des tâches de dédouanement ! De fortes interrogations demeurent quant à l'avenir des bureaux d'Auxerre et Nevers !

Pour terminer la journée, l'ensemble des participants s'est exprimé sur le débat «Quelles formes d'actions à définir demain ?»

Il a été décidé d'organiser une journée d'action Interrégionale le lundi 14 décembre en intersyndicale. Au programme, contrôle de toutes les déclarations en circuit rouge. On pourrait également envisager des contrôles sur le terrain pour la VITI et les CI. De son côté la Surv se lancerait dans les contrôles de tous les véhicules à un péage ou un PPA Enfin, on pourrait proposer l'envoi massif de messages à tous les services via la



messagerie douane.

Naturellement, toutes suggestions sont les bienvenues.

N'hésitez pas à participer à nos débats lors de notre prochaine assemblée générale en 2010. C'est tous ensemble que nous défendrons nos acquis sociaux et que nous gagnerions de nouvelles conquêtes sociales.

Agenda

CAP / CTP ET GT du 1er trimestre :

- 2 février 2010 : CTPSDR BOURGOGNE
- 4 février 2010 : CTPSDI
- 9 avril 2010 : CAP MUTATIONS A
- 15 avril 2010 : CAP MUTATIONS C
- 16 avril 2010 : CAP MUTATIONS B



➔ Composition de la commission exécutive de la section SNAD-CGT de Bourgogne suite à l'assemblée générale du 20 novembre 2009 :

Secrétaire Régional : Didier Bourigault

Secrétaires adjoints : Pascale Pareti et Pierre Bézian

Trésorière : Martine Ménager

Trésorière adjointe : Isabelle Fevre

Rédacteur : Christophe Boudot

Membres de la CE : Agnès Lacomme, Michelle Dziedzic, Patricia Lacaze, Gérald Liez, Francis Thirion, Mohamed Toilhat.

**JE ME SYNDIQUE
À LA CGT**



SNAD - CGT

*Pour renforcer
La démarche et l'action revendicative
Fondées sur la démocratie et l'unité*

NOM :

PRENOMS :

DIRECTION :

AFFECTATION :

GRADE : Le

ADRESSE POUR MA PRESSE SYNDICALE :

(Signature)

.....

A découper et à remettre à un responsable CGT ou à expédier au SNAD CGT

263, Rue de Paris – Case 452 – 93515 MONTREUIL CEDEX